

Brochure n° 3368

**Accords professionnels**  
**INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**  
**(IEG)**

---

ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2011  
RELATIF AUX MESURES SALARIALES POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1151554M

**PRÉAMBULE**

Le budget global consacré aux mesures salariales pour 2012, fixé au niveau de la branche des IEG, est de 3,2 % en moyenne.

Il résulte, d'une part, des mesures d'application générales qui comprennent :

- un complément exceptionnel versé sous la forme d'une revalorisation du SNB de 0,3 % à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2011 ;
  - une revalorisation du SNB de 1,3 % fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;
  - les mesures de grille au titre de l'accord de branche du 29 janvier 2008, soit 0,3 % en moyenne au 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;
  - la déclinaison du dispositif de progression à l'ancienneté (0,6 % en moyenne),
- et d'autre part, d'un budget minimal en matière d'avancements individuels au choix de 0,7 %.

Ce budget global est à mettre en perspective avec la prévision d'inflation 2012 de 1,7 % résultant du projet de loi de finances 2012.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'accord*

Le présent accord, établi conformément aux dispositions de l'article L. 161-4 du code de l'énergie :

- s'inscrit dans le cadre de l'article 9 du statut national du personnel des industries électriques et gazières selon lequel le salaire national de base (SNB) applicable à l'ensemble des agents soumis à ce statut est fixé par voie d'accord collectif de branche ;
- détermine le budget minimal consacré aux avancements individuels au choix au 1<sup>er</sup> janvier 2012 dans les entreprises de la branche visées à l'article 2 ci-après.

**Article 2**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises dont le personnel est régi par le statut national du personnel des industries électriques et gazières en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

### **Article 3**

#### *Revalorisation du SNB au titre du complément exceptionnel*

Les parties signataires du présent accord conviennent d'un complément exceptionnel qui prendra la forme d'une augmentation du salaire national de base de 0,3 % à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011. En conséquence, le montant du SNB est porté à cette date à 488,40 €.

### **Article 4**

#### *Revalorisation du SNB au 1<sup>er</sup> janvier 2012*

Les parties signataires du présent accord conviennent d'une augmentation du salaire national de base de 1,3 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. En conséquence, le montant du SNB est porté à cette date à 494,75 €.

### **Article 5**

#### *Avancements individuels au choix*

Les parties signataires du présent accord conviennent que chaque entreprise de la branche visée à l'article 2 consacrera une enveloppe minimale de 0,7 % aux augmentations individuelles prenant la forme d'avancements au choix.

### **Article 6**

#### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée : il entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès des services compétents et cessera de produire tout effet le 31 décembre 2012.

### **Article 7**

#### *Bilan de l'accord*

Un bilan de cet accord sera réalisé avec les signataires à l'automne 2012.

### **Article 8**

#### *Notification, dépôt et entrée en vigueur*

A l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au plan national dans le champ d'application du présent accord.

A l'expiration d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et R. 2262-2 du code du travail.

### **Article 9**

#### *Extension de l'accord*

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de l'énergie et du travail, dans les conditions prévues à l'article R. 713-1 du code du travail.

Fait à Paris, le 24 novembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UFE ;

UNEMIG.

**Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

FCE CFDT ;

CMTE CFTC.

ANNEXE  
IMPACT BUDGÉTAIRE MOYEN  

---

Les mesures salariales de branche ont un impact budgétaire moyen de 3,2 % sur l'année 2012 :

*(En pourcentage.)*

Complément exceptionnel	0,3
SNB	1,3
Grille <sup>(1)</sup>	0,3
Ancienneté	0,6
AC	0,7
Total	3,2
Inflation prévisionnelle (source : PLF 2012)	1,7
(1) L'accord de branche du 29 janvier 2008 a prévu, en complément des revalorisations de SNB, des retouches de grille en 2008, mais aussi en 2010, 2012, 2014 et 2016.	